

JUIN 1919, L'ALLEMAGNE FACE AU TRAITÉ DE VERSAILLES LA TENTATION DE LA RÉSISTANCE À L'EST

Pierre-Yves Hénin

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Les six semaines, s'écoulant de la notification des conditions alliées le 7 mai 1919 à leur acceptation in extremis le 28 juin ont vu les autorités allemandes s'indigner, se déchirer, hésiter, pour finalement se résigner en écartant le rêve romantique d'une résistance sur les terres de l'Est, terreau et refuge du nationalisme germanique et de sa tradition militariste. Cet article rend compte du projet mort-né d'un *Oststaat* – un État indépendant des marches de l'Est qui aurait échappé aux contraintes alliées.

Formulé par des responsables politiques locaux en décembre 1918, ce projet reçoit le soutien du ministre prussien de la Guerre, Walther Reinhardt, et de divers généraux prestigieux. Il cristallise les vellétés de résistance dans les semaines dramatiques de juin quand s'impose l'exigence d'une réponse aux Alliés. Dépassés par l'enjeu, les politiques s'en remettent aux militaires. Comme en Novembre 1918, il revient au Quartier-maître général, Wilhelm Groener, de porter la responsabilité – et l'opprobre – d'une décision inévitable qui devait sonner le glas du projet d'*Oststaat*.

Mots clés : Allemagne de Weimar, Traité de Versailles, Stratégies militaires.

Alors que le débat sur les clauses réputées abusives du Traité de Versailles accaparait l'attention des historiens, on a bien oublié combien l'acceptation de ce traité a divisé l'Allemagne, avant qu'elle ne se résigne à en accepter les termes. Fait peu connu, les vellétés de résistance au *Diktat* des Alliés ont même conduit un moment à envisager la sécession d'un *Oststaat* – une sorte d'État libre de l'Allemagne de l'Est – refuge des valeurs prussiennes, patrimoine plus précieux que l'unité du Reich.

Les six semaines écoulées de la notification des conditions alliées le 7 mai 1919 à leur acceptation in extremis, puis à la signature du Traité le 28 juin 1919 ont vu les autorités allemandes s'indigner, se déchirer, hésiter, pour finalement se résigner. À ce moment seulement, elles devaient écartier le rêve romantique d'une résistance sur les terres de l'Est, terreau et refuge du nationalisme germanique et de sa tradition militariste.

Après avoir rappelé la difficulté du choix auquel était confronté le gouvernement allemand, nous proposons d'approfondir l'origine, la teneur et les développements du projet d'État de l'Est, avant d'indiquer les principales raisons pour lesquelles il ne pouvait dépasser le stade d'un rêve chargé d'illusion.

1. Signer ou ne pas signer ? L'Allemagne face au dilemme¹

Fruit de longues négociations que compliquaient des divergences d'intérêt et de préoccupations entre Alliés, les conditions imposées dans le projet de traité comportaient un certain nombre de clauses jugées très dures par les Allemands, et ultérieurement par un certain nombre d'observateurs.

1.1. Les conditions alliées

À côté de clauses morales, portant sur la responsabilité de la guerre, de clauses financières énonçant le principe de réparations dont le montant serait évalué ultérieurement, de clauses militaires, limitant strictement l'effectif, la composition et l'équipement de la future armée allemande, les clauses territoriales, ou géopolitiques, étaient vivement perçues par l'opinion. L'Allemagne perdait l'ensemble de ses colonies. Elle devait rétrocéder des territoires considérés comme acquis par la force, contre la logique des nationalités, en particulier l'Alsace-Lorraine. L'exigence la plus problématique portait sur la rétrocession de territoires polonais, soumis à la souveraineté allemande depuis 1795 au moins, amputant la Prusse occidentale et Orientale, la Posnanie et la Silésie, avec la création d'un couloir – le fameux corridor de Dantzig – donnant à la Pologne un accès à la Baltique, mais isolant la Prusse Orientale du reste de l'Allemagne.

1. En allemand, *Annehmen oder ablehnen?*, titre d'un article très documenté de Mühleisen.

Les clauses territoriales du Traité de Versailles



Source : Le Petit Journal, Supplément illustré, 27 juillet 1919 gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France.

La carte ci-dessus présente l'ensemble de ces dispositions territoriales. Ainsi, l'Allemagne passait de 540 787 km² peuplés de 67 892 000 habitants à 467 302 km² et 59 360 000 habitants. On remarque que ne figure pas sur cette carte une région qui sera à l'origine des plus vives revendications allemandes, satisfaites par Hitler

à Munich : les Sudètes, région tchèque à population allemande mais qui appartenait avant-guerre à la Double Monarchie austro-hongroise et qui, de ce fait, n'intervient pas dans la perception allemande du Traité comme un *Diktat* inacceptable.

1.2. 7 mai : fin des illusions et vellétés de refus

En dehors de la dureté des conditions alliées, la vigueur de la réaction résultait des illusions entretenues par l'opinion allemande.

Alors que les conditions de l'armistice du 11 novembre 1918, intervenues bien que le territoire allemand était inviolé et la référence aux quatorze points de Wilson laissaient espérer un traité de paix équilibré, sans vainqueur ni vaincu, le retour des armées du front, présentées comme invaincues, ne pouvait que renforcer cette attente d'une paix de compromis. Un dernier message incitant à l'optimisme était intervenu le 15 mars 1919 avec la signature à Bruxelles d'un accord avec les États-Unis mettant fin au blocus : « En conséquence, le gouvernement allemand devint trop confiant et fut conduit à sous-estimer la sévérité des conditions de paix auxquelles l'Allemagne pouvait s'attendre »².

Lorsque, « les 8 et 9 mai, les journaux publièrent les conditions de paix, Berlin ne prit pas tout de suite conscience de leur gravité ; [mais] le 12 mai, on entendit au parlement des discours enflammés concluant unanimement à la non-responsabilité de l'Allemagne dans la guerre et au refus de signer »³. C'est en particulier le 12 mai, devant l'assemblée réunie dans l'Aula de l'Université de Berlin, salle historique d'où Fichte avait lancé en 1807 son Discours à la Nation allemande, que le chancelier Scheidemann prononce ces mots qui devaient sérieusement limiter sa liberté d'action : « *Welche Hand müsste nicht verdorren, die sich und uns in diese Fesseln legt?* – Quelle main ne se desséchera pas qui [par la signature du traité] se lierait, et nous avec, par de telles chaînes ? »⁴. Dès lors, « partout, dans les états-majors, dans les ministères, dans les couloirs du parlement, des groupes anxieux se forment et s'interrogent : que faire ? Signer ? Ne pas signer ? En l'espace d'une matinée, les hommes d'État changent vingt fois d'avis, passant alternativement de la résistance hautaine à l'abattement le plus profond »⁵.

2. K. Schwabe, 1998, pp. 50-51.

3. Mémoires du général Charles Dupont.

4. Scheidemann, *L'effondrement*, p. 274. Cf. aussi Winkler, *Weimar 1918-1933*, p. 91. Sur ces réactions, voir également Krumeich, *L'impensable défaite*, p. 174.

5. Benoist-Méchin, *Histoire de l'Armée allemande*, pp. 330-331

Pourtant, derrière cette unanimité de façade, s'esquissent les lignes de fracture entre opposants résolus et réalistes convaincus de la nécessité de se résigner. Suivant Benoist-Méchin, les affrontements peuvent être vus comme un double duel : entre Erzberger et Scheidemann sur le plan politique, entre Groener et Reinhardt sur le plan militaire.

1.3. Le débat politique : le duel Erzberger-Scheidemann

En mai 1919, le gouvernement allemand repose sur une large majorité de coalition résultant des élections de janvier où le SPD – parti social-démocrate du chancelier Scheidemann – a obtenu 40 % des voix, le parti du Centre de Erzberger 20 % et les démocrates allemands 19 %. L'opposition de droite, libérale ou nationaliste, représentait moins de 20 % des voix et l'opposition de gauche, des sociaux-démocrates indépendants à peine 8%⁶.

Alors que les sociaux-démocrates sont liés par la prise de position de Scheidemann, Erzberger, leader du parti catholique du Centre, ministre sans portefeuille et ancien chef de la délégation allemande signataire de l'armistice à Rethondes, est le premier à réagir contre l'unanimité affichée, en dénonçant la thèse d'un refus de signature comme une absurdité⁷. Parmi les conséquences négatives d'un tel refus, Erzberger évoquait une reprise des hostilités, avec une offensive alliée conduisant notamment à l'occupation de la Ruhr. « le blocus sera renforcé [...] Il faut s'attendre aux pires représailles de la part des Alliés [...] Des frontières de l'Allemagne, les populations de l'Est et de l'Ouest reflueront vers l'intérieur, ce qui provoquera une aggravation formidable de la disette de vivres. L'occupation de la Ruhr arrêtera le ravitaillement en charbon. Nous aurons réellement en Allemagne l'état de choses russe [...] L'Empire allemand se disloquera. Les différents états libres ne pourront résister à l'offre et à la pression des Alliés qui les détermineront à conclure la paix avec eux »⁸.

En fait, Scheidemann ne souhaitait pas un rejet définitif du projet de traité, mais considérait qu'une attitude de fermeté allemande pourrait pousser les Alliés à faire des concessions. De ce fait, diverses contre-propositions sont élaborées et transmises par la délégation allemande à Versailles.

6. Peukert, *La république de Weimar*, p.46

7. Erzberger, *Souvenirs de guerre*, pp. 424-427.

8. Cité par Scheidemann, *op. cit.*, pp. 269-272 ; aussi : Erzberger, *Souvenirs de guerre*, traduction chez Payot, 1921, pp. 424-427.

Parmi les opposants au traité, rares sont ceux qui voulaient s'engager dans une aventure militaire. Il s'agit alors plutôt d'opposer une sorte de résistance passive. Le diplomate Kurt Riezler, ancien conseiller influent de Bethmann-Hollweg, envisage une troisième solution, entre l'acceptation à la Erzberger et les velléités de résistance affichées par Scheidemann. Le 1^{er} juin, il conseille de rejeter le traité, sans pour autant s'opposer militairement aux Alliés. « Les Français prendront l'offensive le long de la ligne du Main, qui sépare l'Allemagne du Nord et du Sud. Mais, à long terme, l'unité de l'Allemagne ne sera pas menacée. La France aura la charge de prélever de lourds impôts et contributions, et d'être l'occupant qui ne sera l'objet que de haine. Dès que les forces d'occupation se retireront, le Sud se précipitera pour se réunifier à l'Allemagne. La conséquence ultime d'une occupation française du Sud – après une période certainement difficile – sera un renouveau du sentiment de l'unité du Reich allemand et sera beaucoup moins dangereuse pour l'unité allemande que la signature d'un accord de paix destructeur conduisant à une misère dont le gouvernement supportera l'opprobre »⁹. Dans son argumentaire, Erzberger avait mis en garde contre une telle stratégie : « Ceux qui escomptent que les Alliés assumeront la tâche d'administrer une Allemagne complètement défailante font probablement un faux calcul. Certaines tendances très fortes au sein des Alliés (en France et en Angleterre) ne demanderaient pas mieux que cet état de défaillance ; les Alliés en profiteraient pour démembrer l'Allemagne et en abandonner les différentes parties à elles-mêmes »¹⁰. L'unité de l'Allemagne se trouve ainsi placée au cœur du débat.

Finalement, les politiques s'avèrent incapables d'assumer une décision. Les responsabilités à porter devant l'histoire sont trop lourdes. Le 17 juin 1919, quand les Alliés refusent les amendements proposés à Versailles par le ministre des Affaires étrangères Brockdorff-Rantzau au nom du gouvernement allemand, il ne reste plus que cinq jours pour trancher avant la reprise de la guerre. Alors, comme en novembre 1918, les responsables politiques s'en remettent pour l'essentiel aux militaires.

9. F. Klein, « From a Misunderstood Defeat to an Unwanted Peace », in Boemeke (edit.), 1998, p. 214.

10. Cité par Scheidemann, *op. cit.*, p. 272.

C'est en fait au haut-commandement qu'il allait revenir de mettre fin aux hésitations, le 19 juin, ouvrant la voie à un changement de gouvernement et à la signature du Traité.

1.4. Le débat militaire : le duel Groener-Reinhardt

En mai 1919, alors que Noske, le ministre fédéral de la Guerre, s'efforce de reconstruire une armée allemande sous les traits d'une *Reichwehr* provisoire, l'autorité militaire se trouve dispersée. Le maréchal Paul von Hindenburg, toujours en charge du Haut-commandement, se décharge largement sur le quartier-maître général, Wilhelm Groener, de l'exercice de cette autorité sur une institution qui a perdu la cohérence de l'armée impériale. Il faut également compter avec le colonel, puis général, Walther Reinhardt, titulaire d'un ministère de la guerre maintenu dans un État prussien maintenant républicain, coexistant ainsi avec le ministre de la Guerre allemand, le social-démocrate Gustav Noske, artisan de la répression du soulèvement spartakiste en janvier 1919.

Alors que, sur la question d'une démocratisation de l'armée, Reinhardt s'était montré favorable à des compromis avec la majorité social-démocrate inacceptables pour Groener, « la question de l'acceptation du Traité de Versailles voyait les rôles renversés »¹¹. Informé par ses contacts avec le colonel américain Conger, Groener considère que les Alliés seront intraitables et n'hésiteront pas à reprendre l'offensive contre l'Allemagne¹².

Personnellement convaincu de la nécessité de se résigner, sa fonction lui impose d'abord d'étudier les scénarios d'une possible résistance. Certes, l'Allemagne pourrait encore obtenir un résultat favorable à l'Est, malgré le renforcement des Polonais par l'Armée du général Haller¹³, mais elle serait démunie de moyens d'une résistance autre que symbolique contre une offensive alliée à l'Ouest.

Groener doute aussi du soutien du peuple allemand à une telle politique. Sachant qu'il a à faire à forte partie pour convaincre les généraux, il fait procéder par des officiers de l'état-major à une enquête approfondie sur ce point : pourrait-on gagner la majorité de la popula-

11. Kitchen, 1975, p. 238.

12. Groener, *Lebenserinnerungen*, p. 498. Rakenius, *Wilhelm Groener als Erster Generalquartiermeister*, pp. 207-208.

13. W. Erfurth, *Die Geschichte des Deutschen Generalstabe*, p. 35.

tion à une reprise des hostilités ? La population serait-elle prête à combattre pour défendre sa patrie locale ? Pourrait-on compter sur un vaste contingent de volontaires ? Quelle résistance offrirait la population ? Des insurrections seraient-elles à craindre en cas de reprise des hostilités ? Les réponses à ces questions sont pour la plupart décourageantes. À part dans les provinces de l'Est, la population ne soutiendrait pas une reprise des hostilités. On peut même craindre dans les villes industrielles des émeutes et une relance du mouvement révolutionnaire¹⁴.

Sans contester le diagnostic de Groener d'une résistance possible seulement à l'Est, Reinhardt et toute une partie de l'*establishment* militaire en tirent des conclusions différentes. Si l'Allemagne se résigne, « les conditions de la paix peuvent être appliquées à l'Ouest. À mon avis, elles sont inapplicables à l'Est. Le danger existe que la faiblesse de caractère de l'Ouest et du Sud ne ruine le sentiment national de l'Est et sa vigueur. Une rupture entre l'Est et l'Ouest sera inévitable, le fossé étant trop profond. Mais nous pouvons gérer cette rupture, abandonner l'Ouest et constituer un Est fort, qui devrait peut-être s'étendre jusqu'à l'Elbe. La vieille Prusse doit former le noyau du Reich »¹⁵. Selon son biographe, « l'idée directrice de Reinhardt en mai et juin 1919 était qu'il valait mieux abandonner l'unité du Reich que d'accepter les restrictions de souveraineté imposées par les conditions de paix, qui entraîneraient, pensait-il, un affaiblissement moral du peuple allemand. Cette attitude, prévalant dans certains secteurs de la société allemande, notamment dans les milieux militaires et nationalistes, devait nourrir les plans pour un État prussien de l'Est indépendant¹⁶.

C'est lors d'une réunion du 15 mai 1919, devait rapporter Groener en l'absence d'autres comptes rendus ou récits, que « Reinhardt a pour la première fois défendu sérieusement l'idée d'un renoncement temporaire à l'unité allemande et de résister à l'ennemi à partir d'un État de l'Est indépendant »¹⁷, rejoignant en cela un mouvement initié par divers responsables locaux.

14. Erfurth, *op. cit.*, p. 42.

15. F. Carsten, *The Reichwehr and Politics*, p. 40.

16. Mulligan, *The Creation of the Modern German Army*, p. 98.

17. Mulligan, *op. cit.*, p. 95.

2. Vers un *Oststaat*, une « Allemagne Libre » à l'est de l'Elbe ?

En 1919, l'unité allemande, réalisée depuis moins de cinquante ans, paraît encore fragile. Paradoxalement, c'est au nom d'une sauvegarde des valeurs allemandes authentiques qu'est alors formulé le projet de séparer les provinces orientales du Reich pour leur permettre d'échapper aux exigences alliées. Ce projet séparatiste devait faire l'objet de débats nourris, avant de s'effondrer devant l'arbitrage du gouvernement central, résigné à la signature du Traité de Versailles.

2.1. La genèse du projet séparatiste

Le projet d'*Oststaat*, un État de l'Est indépendant, doit être resitué par rapport à d'autres mouvements séparatistes d'inspiration bien différente. Le séparatisme rhénan, encouragé par la France, comme la tentative, moins connue, d'une autonomisation de la Haute Silésie¹⁸, mettaient directement en cause l'unité allemande. En revanche, lorsqu'est fondée à Blomberg le 1^{er} décembre 1918 une *Deutsche Vereinigung* – Association allemande – pour s'opposer à la cession de terres allemandes à la Pologne, l'objectif est bien différent. Son animateur était Georg Cleinow, militant nationaliste membre de la *Deutscher Ostmarkenverein* – Société des Marches allemandes de l'Est¹⁹.

En décembre 1918 et janvier 1919, l'*Oberpräsident*²⁰ de la province de Prusse Orientale, Adolf Tortilowicz von Batocki-Friebe, présente un plan visant à la constitution d'un état oriental – un *Oststaat* – regroupant les deux Prusses – orientale et occidentale – et le district de Netze, entre la Prusse occidentale et la Posnanie, que pourraient rejoindre ultérieurement la Posnanie et la Silésie²¹. Cet État se séparerait temporairement du Reich pour s'affranchir des contraintes diplomatiques à l'égard des Alliés et gérer directement ses relations avec la Pologne. Batocki reçoit en janvier le soutien d'August Winnig, le nouveau *Reichskommissar* pour la Prusse Orientale et occidentale. Il se déclare alors optimiste sur le succès de Winnig, à condition que celui-ci dispose des pleins pouvoirs²². En 1935, Winnig devait revenir sur cette

18. Avec l'approbation de l'historien Hans Delbruck, nous dit Ralph Schattkowsky, *Separatism in the Eastern Provinces of the German Reich*, pp. 306-307.

19. Blanke, *Orphans of Versailles*, p. 13.

20. Dans le système d'organisation politique prussien, l'*Oberpräsident* est le plus haut fonctionnaire d'une province, nommé par le ministère, avec des responsabilités administratives mais aussi politiques. Cf. M.-B. Vincent, *Serviteurs de l'État, les élites administratives prussiennes*, pp. 51 et 122.

21. Schattkowsky, *op. cit.*, p. 308.

22. Rudolf Klatt, *Ostpreussen unter dem Reichskommissariat*, p. 61.

collaboration : « Si le Reich nous reniait, nous devons avoir un gouvernement pour l'Est. C'était une chose difficile à réaliser. Avec von Batocki, j'ai discuté de la formation d'un conseil de gouvernement provisoire et nous nous sommes rapidement mis d'accord »²³.

En raison de leur rôle central dans le projet d'*Oststaat*, il n'est pas sans intérêt de situer ces deux personnalités. Adolf von Batocki (1868-1944), d'une famille de l'aristocratie foncière et de formation juridique, est un représentant typique de l'administration prussienne d'avant-guerre. *Oberpräsident* de Prusse Orientale en octobre 1914, il retrouve ce poste en janvier 1918 après avoir assuré la présidence du 'Conseil de nutrition de guerre – *Kriegsernährungsamt*' en 1916 et 1917. August Winnig (1878-1956) est un syndicaliste, responsable avant-guerre de « l'Union nationale des maçons ». Au sein du SPD, il prône dès 1914 la participation à l'effort de guerre, demandant l'exclusion de Karl Liebknecht²⁴. Son orientation nationaliste s'accroît dans sa fonction de représentant du Reich auprès des États baltes, lorsqu'il s'efforce de maintenir cette région dans la sphère d'influence allemande²⁵. Winnig avait alors porté un projet d'État balte adossé à l'Allemagne. Sans surprise, il prévoit d'étendre le périmètre de l'*Oststaat* à la Lettonie et la Lituanie.

Comme « responsable immédiat des conseils populaires, le conseiller Kleinow était, avec Winnig et Batocki, une figure politique clé dans les provinces de l'Est »²⁶. Ce troisième protagoniste marquant, Georg Kleinow (1873-1936), ancien officier, reconverti à l'histoire et au journalisme, avait dirigé plusieurs revues et, pendant la guerre, l'administration de la Presse du Haut-Commandement de l'Est qui publiait divers journaux de propagande. En 1919, il est rédacteur en chef des *Deutsche Nachrichten* – Nouvelles Allemandes –, qui relaient les thèmes chers aux conseils populaires.

Le projet séparatiste était partagé par des responsables militaires. Le 18 février 1919, avant donc la communication des conditions alliées, le major von Willisen, chef d'état-major de la *Grenzschutz Ost* [force de protection des frontières de l'Est] avait pris parti pour un *Oststaat*. Il estimait en effet que « la paix à venir conduirait nécessairement à une

23. Winnig, *Heimkehr*, p. 119.

24. Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 63.

25. Sur l'action de Winnig dans la Baltique, cf. Stephen Feucht, *Die Haltung der Sozial-demokratischen Partei Deutschlands*, pp. 160, Klatt, *op. cit.*, p. 58.

26. Schultze, *op. cit.*, p. 132.

orientation occidentale de la politique extérieure allemande, à l'opposé des intérêts de l'Est »²⁷. Le projet bénéficiait d'un climat d'affrontement avec la nouvelle Pologne, en particulier dans des districts menacés d'être détachés du Reich, comme en Posnanie, en Silésie et au sud de la Prusse Orientale. Un projet d'offensive contre le nouvel État avait d'ailleurs dû être abandonné sous la pression alliée²⁸.

2.2. Développements et ambiguïtés

La revendication d'un État autonome de l'Est est alors relayée par les multiples conseils et comités locaux qui foisonnaient dans ces premiers mois de la République de Weimar. Le 22 mai 1919, le gouvernement du Reich incite les élus à l'Assemblée Nationale à constituer un '*Parlament des Ostens* – Parlement de l'Est' – pour instituer un certain contrôle parlementaire sur les velléités de sécession²⁹. Ce parlement devait lui-même donner naissance à un 'comité d'action parlementaire', siégeant à Dantzig avec la participation de tous les partis politiques sauf les partis communiste et Social-démocrate indépendant³⁰.

Les autorités centrales, loin de méconnaître ce projet, adoptent à son égard une attitude longtemps ambiguë. Issu d'une famille de propriétaires fonciers de Prusse Orientale, le responsable de la cellule diplomatique au cabinet d'Ebert, président du Reich, le diplomate Rudolf Nadolny exprime d'abord de la sympathie pour le projet d'*Oststaat*. Représentant Ebert à l'importante réunion de Marienburg le 27 mai, il préfère rester en retrait plutôt que de faire part de la préoccupation croissante du président³¹. Autre signe de cette ambiguïté, le 14 juin 1919 encore, Friedrich Hörsing, commissaire du Reich pour la Haute-Silésie et la province de Poznan, affirme à Winnig agir avec un ordre du gouvernement de l'Empire, à transmettre oralement, les mandats pour préparer la reprise des combats pour le maintien de l'Est allemand. Selon Hörsing, le gouvernement aurait alors désavoué officiellement cette initiative, mais lui aurait apporté son soutien par l'envoi d'armes et de volontaires³².

27. Schulze, *Der Oststaat-Plan 1919*, p. 158.

28. Cf. sur ce projet d'offensive, M. Strohn, *The German Army and the Defense of the Reich*, p. 71.

29. Schulze, *op. cit.*, p. 143.

30. Schattkowsky, art. cité, p. 310.

31. Schultze, *op. cit.*, p. 145.

32. Strohn, *op. cit.*, p.151; Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 335.

Le processus de mobilisation politique culmine le 27 mai, avec la réunion du comité d'action parlementaire et des responsables provinciaux à Marienburg, lieu symbolique puisqu'il s'agit de l'ancienne capitale des Chevaliers Teutoniques. La mise en cause du gouvernement par les comités populaires ultra-nationalistes est certes condamnée, mais Winnig renouvelle son appel à un rassemblement des provinces de l'Est pour s'opposer aux cessions de territoires allemands à la Pologne³³.

Une nouvelle réunion des responsables politiques concernés, présidée par le ministre de l'Intérieur prussien Wolfgang Heine les 5 et 6 juin, fait apparaître combien les idées sur les perspectives des provinces de l'Est étaient floues. Winnig et von Batocki déclarent alors leur intention de rester au sein du Reich si le traité est rejeté, mais qu'il fallait s'attendre à une proclamation de l'État oriental en cas d'acceptation des conditions alliées. Allant plus loin, le major von Willisen insiste pour une attaque rapide de la Pologne, tant que la supériorité militaire allemande restait assurée. Bien qu'appartenant, comme Winnig, à l'aile droite du parti Social-démocrate, Heine était bien seul à considérer que la formation d'un État de l'Est n'aboutirait qu'à l'affaiblissement de la Prusse et de l'Empire tout en affirmant que le gouvernement en fonction ne signerait jamais le traité sous la forme proposée³⁴.

Toutefois, les vellétés de résistance indépendante des responsables politiques de l'Est ne pouvaient prendre forme sans un soutien militaire. Nous avons vu que le ministre de la Guerre de Prusse, Reinhardt, était un protagoniste de ce projet, auquel adhéraient les autorités militaires régionales, en particulier les généraux von Below, le vainqueur de Caporetto et commandant le XVII^e corps d'armée à Dantzig³⁵, von Lossberg, chef d'état-major de l'Armée du Sud en Silésie et le colonel Heye, chef d'état-major de l'armée du Nord. Le général von Lüttwitz, gouverneur militaire de Berlin, leur apportait son appui.

Après le refus de Groener, ces généraux représentatifs de l'ancienne armée impériale, devaient se livrer à une ultime tentative le 19 juin, quand l'ultimatum allié mettait fin à la période d'hésitation et imposait d'arrêter une décision.

33. Klatt, *op. cit.*, p. 129 ; Schattkowsky, *op. cit.*, p. 310.

34. Schultze, *op. cit.*, p. 147.

35. Alors capitaine à l'état-major du XVII^e corps, en charge des relations avec les autorités locales, Carl Goerdeler était un fervent défenseur du projet.

2.3. Ultimes arbitrages et résignation

Communiqué le 16 juin 1919, le refus par les Alliés des contrepropositions allemandes s'accompagne d'un ultimatum menaçant d'une reprise des hostilités à défaut d'une signature dans les cinq jours. Il faut donc mettre fin aux attermolements. Hindenburg, principale autorité morale de l'armée, n'y contribue guère. Il charge en effet Groener de remettre au gouvernement la déclaration suivante : « En cas de reprise des hostilités, nous sommes militairement en mesure, à l'Est, de reconquérir la province de Poznan et de maintenir nos frontières. À l'Ouest, dans le cas d'une attaque sérieuse de nos ennemis, nous ne pouvons guère compter sur une victoire, en raison de la supériorité numérique de l'Entente et de la possibilité d'un enveloppement par nos deux ailes. Aussi, une issue favorable de l'opération d'ensemble est-elle fort problématique, mais je dois, en tant que soldat, préférer une défaite honorable à une paix honteuse »³⁶.

La question de l'Est domine les débats du Grand Conseil de Guerre, réuni à Weimar le 19 juin, pour la première fois depuis le 9 novembre 1918. Il y a là, autour du ministre Noske, de Groener et de Reinhardt, pas moins de 29 généraux³⁷. « Au début de la séance, la grande majorité des participants partageait entièrement les vues de Reinhardt quant à une résistance dans les provinces de l'Est et les généraux von Below et von Lossberg allèrent même jusqu'à reprendre à leur compte la menace de rébellion, déjà proférée par Reinhardt, au cas où l'évacuation des territoires cédés à la Pologne par le Traité serait ordonnée »³⁸.

L'appel à la raison de Noske fait une forte impression, mais la partie n'est pas gagnée. Groener doit s'engager à fond, en appelant à la sauvegarde de l'unité du Reich, dont le corps des officiers est le garant. « C'est pourquoi tous les officiers, sans exception, ont le devoir de se grouper derrière le ministre de la *Reichwehr*. Pour sa part, le Haut-commandement est décidé à faire cause commune avec lui, quoiqu'il advienne »³⁹. Ce point de vue prévaut : ralliement à Noske plus qu'à l'acceptation, il ne manque toutefois pas d'ambiguïté.

L'après-midi du 19, le cabinet reçoit l'avis des différents gouvernements provinciaux, qui penchent presque tous pour la ratification. Dans la soirée du 19 intervient la réunion des chefs politiques et mili-

36. Cité par Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 345

37. Mühleisen, *op. cit.*, p. 429.

38. Wheeler-Bennett, *Le drame de l'armée allemande*, p. 61.

39. Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 349.

taires des provinces de l'Est, sous la présidence de Heine, ministre prussien de l'Intérieur. Comme la majorité des participants, Hörsing fait part de la lassitude de la population en Silésie et en Posnanie. Il ne faut pas compter sur un soulèvement populaire en faveur d'une dissidence, pas plus qu'à Dantzig où le Conseil ouvrier menace de s'opposer par la force à une reprise des hostilités. Cleinow doit concéder que la bourgeoisie souhaite également abandonner le combat⁴⁰.

Les généraux demeurent irréductibles. S'ils ne peuvent faire obstacle à la ratification, le gouvernement aura perdu toute légitimité à leurs yeux et ils saisiront la première occasion favorable pour organiser un soulèvement contre son autorité. « Que le Reich se dissolve, puisque l'Allemagne n'a pas assez de troupes pour le défendre en entier. Quant à la Prusse, elle restera intacte et opposera une résistance farouche aux exigences des Alliés ».

Dans la nuit du 19 au 20 a lieu une dernière réunion du cabinet. « Le cabinet se trouve dans une situation désespérée. S'il signe le Traité, il risque de déchaîner la guerre civile. S'il ne signe pas, ce sera la guerre tout court »⁴¹. Alors qu'aucune majorité nette ne se dégage, Scheidemann démissionne et Noske apparaît alors comme l'homme fort, ultime espoir des partisans du refus. Il sait pouvoir compter sur le soutien des officiers s'il opte pour le rejet du Traité, mais ce serait nier l'effort entrepris depuis novembre et les résultats obtenus pour tirer l'Allemagne de l'anarchie. Il accepte de rester dans un gouvernement résigné à la signature, mais pas d'en prendre la responsabilité, ouvrant la voie à une personnalité de second plan, le social-démocrate Gustav Bauer, qui forme un gouvernement chargé de faire accepter le Traité par l'Assemblée et de porter devant l'histoire la responsabilité de sa signature. Le dimanche 22 juin, l'assemblée nationale, après un débat houleux, approuve la signature par 237 voix, contre 138 et 5 abstentions.

Pourtant le 23, Noske, sous la pression des généraux Maercker et von Lüttwitz, connaît une ultime hésitation. Ebert affolé, se tourne vers l'état-major. Hindenburg refuse d'assumer ses responsabilités. C'est donc à nouveau, comme le 9 novembre 1918, Groener qui doit assumer, seul, la décision de ratification. S'exprimant en tant qu'Allemand, et pas comme Quartier-Maître général, Groener indique

40. Schattkowsky, *op. cit.*, p. 313.

41. Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 353.

que « malgré des avantages éphémères dans l'Est, la reprise de la lutte ne permet pas de compter sur un succès final. En conséquence, la paix doit être conclue, aux conditions fixées par l'ennemi ». Ceci met fin aux hésitations. Les partis se mettent d'accord sur une ultime formule pour obtenir l'accord du Parlement, réuni dans un climat de panique. À 17h15, ce 23 juin, Ebert peut télégraphier à la délégation allemande l'acceptation des conditions alliées. Alors, « Clemenceau expédia l'ordre à Foch de stopper le mouvement des troupes et au gouverneur militaire de Paris de tirer le canon »⁴².

Le 24, pressés par Noske et Ebert, les généraux retirent leur menace de démission. Non sans d'ultimes péripéties, le processus d'acceptation du Traité de Versailles arrive à son terme. Le 26 juin, le quotidien libéral *Königsberger Hartungsche Zeitung* acte en ces termes la fin de l'aventure : « *Kein eigener ostdeutscher Staat- Kein Sonderkrieg-Ostpreussen reichstreu* – Pas d'État séparé en Allemagne de l'Est – pas de guerre particulière – la Prusse Orientale fidèle au Reich »⁴³.

Quant aux protagonistes de la résistance à l'Est, ils se retrouveront aux côtés de Kapp, instigateur du putsch monarchiste qui, en mars 1920, tente de renverser le régime de Weimar. Sans surprise, c'est d'abord en Prusse Orientale que « aussi bien la *Reichswehr* que les autorités politiques, dont Winnig, ont reconnu immédiatement la nouvelle force [des putschistes] comme détenteur du pouvoir de fait »⁴⁴.

3. Un projet illusoire

« L'État de l'Est n'était au fond qu'une chimère pour ses protagonistes qui en attendaient un renouveau national du Reich, qu'une utopie politique qui n'a jamais eu de chance sérieuse à aucun moment de son existence », pourra écrire Hagen Schultze⁴⁵. Au-delà des faits, il paraît intéressant de revenir sur les éléments qui rendaient le projet d'*Oststaat* illusoire dès sa conception. Au moment de sa démission, le 23 juin, Batocki devait reconnaître que « l'idée de la formation d'un État du Nord-Est n'avait de sens que si la possibilité militaire d'une défense autonome était possible »⁴⁶. On en était loin. La fragilité du

42. MacMillan, *Les artisans de la Paix*, p. 609.

43. Cité dans un article *Ostpreussen*, p. 332, en ligne sur le site de la Friedrich Ebert Stiftung, consulté à l'adresse http://library.fes.de/breslau/pdf/a20715/a20715_06.pdf le 10/01/2021.

44. D. Orlow, *Weimar Prussia, 1918-1925*, p. 41.

45. *Op. cit.*, p. 160.

46. Klatt, *op. cit.*, p. 133. C'est Winnig qui lui succède alors comme *Oberpräsident*.

projet ne tenait pas seulement à son caractère inacceptable pour les Alliés, mais aussi à son déphasage par rapport à l'identité effective de la Prusse de 1919.

3.1. Si l'Allemagne n'avait pas signé

S'il ne s'était pas trouvé un gouvernement allemand résigné à signer, il ne fait pas de doute que les Alliés auraient mis leur menace à exécution.

Foch avait pris ses dispositions en réunissant dès le 22 avril 1919 les commandants des quatre armées sous son autorité, américaine, britannique, française et belge. Les décisions prises nous sont connues par une note du général Fayolle, commandant le groupe d'armées françaises, dont voici les grands traits :

Le dispositif allié devait comprendre une trentaine de divisions, soient 18 DI (Divisions d'infanterie, dont 3 opérant avec l'armée belge) et 2 DC françaises, 6 à 8 DI et une DC britannique, 7 DI américaines avec une DC française, 3 DI et une DC belge⁴⁷. Le groupe d'armées Fayolle comportait la 10^e Armée confiée à Mangin, auquel reviendrait le rôle principal, et la 8^e, de Gérard, le couvrant sur sa gauche, dans une disposition rappelant celle de l'offensive prévue en Lorraine en novembre 1918. Le jour J, soit le troisième jour suivant la dénonciation de l'armistice, les armées françaises devaient déboucher des têtes de ponts de Coblenze et de Mayence, pour progresser sur cinq itinéraires entre le Main et la Verne, en direction générale de Gotha et de Weimar.

L'offensive prévue par les Alliés correspondait bien à l'idée que s'en faisait Groener. Comme il le craignait, il est clair que les armées allemandes n'auraient pu lui opposer qu'une résistance symbolique. Sans doute la résistance passive, en particulier des employés des chemins de fer aurait-elle pu retarder la progression française, éventualité prévue dont Fayolle avait cherché à se prémunir. L'objectif stratégique de coupure du territoire du Reich aurait néanmoins été atteint, posant en termes renouvelés aux autorités allemandes la question d'une poursuite de la résistance, probablement passive à l'Ouest et militaire à l'Est. Sans doute, les mêmes lignes de fracture seraient apparues entre responsables, mais il est peu probable que la stratégie maximaliste d'un abandon de souveraineté visant à faire peser sur les Alliés l'intégralité des responsabilités ait pu prévaloir.

47. L'ensemble des informations sur ce projet d'offensive provient de l'article du colonel Paoli, L'offensive avortée sur Berlin en juin 1919.

heurter aux refus d'obéissance qui avaient paralysé les opérations de Russie, en Ukraine et dans le Grand-Nord ? Nous ne le pensons pas. Les témoignages convergents établissent que le ressentiment des hommes se nourrissait du sentiment d'inutilité d'un service prolongé et des brimades qui étaient le lot quotidien d'une vie de caserne⁵¹. Face à un refus allemand caractérisé de signer le Traité, l'indignation aurait prévalu et les troupes auraient, pensons-nous, marché sans hésitation. Ce sentiment, en revanche, n'aurait pu soutenir une action menée dans la durée. Que l'intervention alliée s'enlise, tourne en opération de maintien de l'ordre face à une résistance civile, et la situation pouvait dégénérer, d'excès de brutalité en refus d'obéissance. Ainsi, la reprise des hostilités aurait représenté un pari aussi risqué pour les Alliés que pour les autorités allemandes.

Si elle revêt un caractère bien spéculatif, l'hypothèse d'une reprise des hostilités soulève une série de questions. Clemenceau aurait-il saisi l'aubaine d'un démembrement de l'Allemagne proposé par les Allemands eux-mêmes ? Aurait-il reculé devant le risque de favoriser l'expansion bolchévique ? À supposer qu'ils l'aient toléré, les Alliés n'auraient jamais permis à un État allemand de l'Est d'imposer à la Pologne des conditions moins favorables que celles prévues par le Traité de Versailles historique. En tout état de cause, la perspective d'une offensive française vient du moins illustrer la fragilité historique du projet des promoteurs de l'*Oststaat*, projet révélateur d'un désarroi devant l'ampleur d'une défaite inattendue plus que manifestation d'un séparatisme préexistant, renvoyant à une identité prussienne partagée.

3.2. Une vision passéiste de la Prusse

Comme l'a relevé Michel Kérautret, les appréciations contradictoires de la Prusse « reflètent une constante bien réelle de la construction prussienne, sa dualité atypique, à la fois rationnelle et brutale, moderne et rétrograde »⁵². Loin de l'image véhiculée par le mythe des Chevaliers Teutoniques, « la Prusse s'est affirmée non comme nation ou comme territoire naturel délimité par la géographie, mais en tant qu'État de fonctionnaires et de militaires au service de la dynastie Hohenzollern »⁵³. Elle « demeura, à la fin comme au

50. Cabanes, *La victoire endeuillée*, pp. 336-337.

51. Cabanes, *op. cit.*, p. 343 ; Frémeaux, *La démobilisation des soldats de la grande guerre* ; Haddad, *Protestation combattante et démobilisation militaire*, p. 39.

52. Kérautret, *Histoire de la Prusse*, p. 9.

53. M.-B. Vincent, *op. cit.*, p. 16.

commencement de son existence, un composé de provinces dont l'identité était indépendante de l'appartenance à l'État prussien. C'était encore plus vrai des provinces d'acquisition récente. La relation entre la province rhénane et Berlin resta un 'mariage de convenance' » tandis qu'avec les réformes de Stein et Hardenberg la Prusse a pu être qualifiée « d'un monde conçu par des bureaucrates »⁵⁴.

Amorcé dans le Reich wilhelminien, le transfert d'allégeance du patriotisme de la Prusse vers l'Allemagne s'affirme à partir de 1914. Alors que dans l'Empire de 1871, « la nationalité allemande passe par la citoyenneté des États fédérés, [...] la guerre constitue un tournant en favorisant l'acceptation d'un patriotisme national »⁵⁵. Signe d'un déclasserement de l'identité prussienne, c'est en 1914 que resurgit l'expression *Vaterland*, apparue lors des guerres de libération pour désigner la patrie allemande.

On doit aussi relever les limites géographiques et démographiques du projet par rapport à l'étendue de la Prusse. L'*Oststaat* n'aurait guère couvert, selon les projets envisagés, que de 91 à 110 000 kilomètres carrés sur 349 000, et regroupé seulement de 7 à 8 des 37 millions de Prussiens de 1905. La carte de « l'Allemagne nouvelle » reproduite plus haut donne à voir la modestie du territoire concerné par rapport au royaume d'avant-guerre qui s'étendait jusqu'à la Rhénanie. Un paradoxe résume ce constat : la Prusse occidentale au cœur du projet, malgré son nom trompeur, s'étend à l'Est de la Pologne et de la Poméranie. En juin 1919, c'est par le sens de l'État, et donc de l'obéissance au gouvernement, que la culture prussienne a prévalu sur les velléités de révolte chez les généraux et les hauts-fonctionnaires. Ce sera la dernière fois pour certains qui devaient s'associer au putsch de Kapp en mars 1920. On peut d'ailleurs remarquer que ce sont des responsables atypiques, 'outsiders' par rapport au corps administratif traditionnel, anciens syndicalistes, maçon comme Winnig ou forgeron comme Hörsing, ou encore le publiciste Kleinow, qui vont porter le plus longtemps le projet d'*Oststaat*.

Paradoxe complet au regard de la vision qui sous-tendait le projet d'État de l'Est, mais révélateur de l'ambiguïté de la référence prussienne, cette province, invoquée comme refuge des valeurs nationales conservatrices était appelée à devenir sous Weimar « le rocher impro-

54. Clark, *Histoire de la Prusse, 1600-1947*, p. 660 et 311.

55. M.-B. Vincent, *op. cit.*, p. 208.

nable de la démocratie », selon l'expression de Dietrich Orlow⁵⁶. Le paradoxe prend fin quand von Pappen, en 1932, substitue au gouvernement élu l'administration directe du gouvernement fédéral, ouvrant la voie à une nouvelle instrumentalisation de l'identité prussienne par le Troisième Reich.

Références

- Benoist-Méchin J., 1936, *Histoire de l'Armée allemande*, Albin Michel.
- Blanke R., 1998, *Orphans of Versailles: The Germans in Western Poland, 1918-1939*, The University Press of Kentucky.
- Boemeke M. F. (ed.), 1998, *The Treaty of Versailles, A Reassessment After 75 years*, Cambridge University Press.
- Cabanes B., 2004, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Le Seuil.
- Carsten F. L. 1966, *The Reichwehr and Politics*, Oxford, The Clarendon Press.
- Clark C., 2009, *Histoire de la Prusse*, (traduction) Paris, Perrin.
- Craig G. A., 1964, *The Politics of the Prussian Army 1640-1945*, Oxford University Press.
- Dupont C. (général), 2008, « Mémoires, Service Historique de la Défense, cité par O. Lahaie, face à l'Allemagne vaincue, les services de renseignement français (novembre 1918-avril 1919) », *Revue Historique des Armées*, n° 251.
- Erfurth W., 1957, *Die Geschichte des Deutschen Generalstabes von 1918 bis 1945*, Musterschmidt Verlag.
- Erzberger M., 1921, *Souvenirs de guerre*, (traduction) Payot.
- Feucht S., 1998, *Die Haltung der Sozial-demokratischen Partei Deutschlands zur Aussenpolitik während der Weimarer Republik (1918-1933)*, Peter Lang.
- Frémeaux J., 2019, La démobilisation des soldats de la Grande Guerre, en ligne : <http://www.souvenirfrançais-issy.com/2019/01/la-demobilisation-des-soldats-de-la-grande-guerre.html>, consulté le 06/01/2021.
- Groener W., 1957, *Lebenserinnerungen*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht.
- Kérautret M., 2005, *Histoire de la Prusse*, Le Seuil.
- Kitchen M., 1975, *A Military History of Germany*, Citadel Press.
- Klatt, R., 1958, *Ostpreussen unter dem Reichskommissariat 1919/1920*, Quelle & Meyer, Heidelberg.

56. Sous-titre de son ouvrage cité et p. 8.

- Klein F., 1998, « From a Misunderstood Defeat to an Unwanted Peace », in Boemeke (ed.).
- Krumeich G., 2019, *L'impensable Défaite, L'Allemagne déchirée 1917-1933*, (traduction) Belin.
- MacMillan M., 2006, *Les artisans de la Paix, comment Lloyd Georges, Clemenceau et Wilson ont redessiné la carte du monde*, traduction, JC Lattès.
- Peukert D., 1995, *La république de Weimar* (traduction), Aubier.
- Mühleisen H., 1987, « Annehmen oder ablehnen? », in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 35, n° 3.
- Mulligan W., 2005, *The Creation of the Modern German Army*, New York, Berghan Books.
- Orlow D., 1985, *Weimar Prussia, 1918-1925: The Unlikely Rock of Democracy*, University of Pittsburgh Press.
- Paoli (colonel), 1970, « L'offensive avortée sur Berlin en juin 1919 », *Revue Historique de l'Armée*, n° 1.
- Rakenius G. W., 1977, *Wilhelm Groener als Erster Generalquartiermeister*, Harald Boldt Verlag.
- Schattkowsky R., 1994, « Separatism in the Eastern Provinces of the German Reich at the End of the First World War », *Journal of Contemporary History*, vol. 29, n° 2, pp. 305-324.
- Scheidemann G., 1923, *L'effondrement*, (traduction) Payot.
- Schulze H., 1970, « Der Oststaat-Plan 1919 », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, avril, p. 158.
- Schwabe K., 1998, « Germany's Peace Aims: Domestic and International Constraints », in: Manfred F. Boemeke (ed.).
- Strohn M., 2010, *The German Army and the Defense of the Reich, Military Doctrine and the Conduct of the Defensive Battle 1918-1939*, Cambridge University Press.
- Trachtenberg M., 1982, « Versailles after Sixty Years », *Journal of Contemporary History*, Vol. 17, n° 3. (juillet).
- Vincent M.-B., 2006, *Serviteurs de l'État, les élites administratives prussiennes 1871-1913*, Paris, Belin.
- Wheeler-Bennett J. W., 1955, *Le drame de l'armée allemande*, (traduction) Gallimard.
- Winkler H. A., 1997, *Weimar 1918-1933*, Beck.
- Winnig A., 1935, *Heimkehr*, Hamburg Hanseatische Verlagsanstalt.

